

L'ONU s'inquiète de la situation au Burundi et de la crise des migrants

@rib News, 26/05/2015 – Source Xinhua Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein (photo), a exprimé mardi son inquiétude sur quelques-unes des principales crises des droits de l'homme actuelles, notamment les violences au Burundi et le trafic de migrants en Europe et en Asie du Sud-Est. Dans un discours prononcé devant le Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, en Suisse, le Haut-Commissaire a déclaré : "lors de ma mission au Burundi le mois dernier, j'ai été alarmé par la violence de la milice Imbonerakure, l'un des principaux soutiens au gouvernement du Président Nkurunziza, et par les harcèlements politiques, les menaces et les discours de haine".

Le Burundi est en proie à une vague d'agitation depuis le 26 avril, date à laquelle le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie - forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), a décidé d'investir le Président Pierre Nkurunziza comme candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu dans le pays le 26 juin. L'opposition burundaise, estimant qu'une troisième candidature du Président sortant est anticonstitutionnelle, a appelé à manifester contre cette nomination, provoquant une vague de violence et de répression de la part des autorités contre les manifestants. Dans ce contexte de crise politique, un général de l'armée burundaise a annoncé mercredi 13 mai la destitution du Président Nkurunziza. Quelques jours après cette tentative de coup d'Etat avorté, le chef de file d'un parti burundais de l'opposition, Zedi Feruzi, et son garde du corps ont été assassinés dans la capitale Bujumbura. "La tentative de coup d'Etat du 13 mai et l'assassinat du leader de l'opposition Zedi Feruzi samedi ont contribué à la montée des tensions", a déclaré M. Zeid, cité par un communiqué. "Quand j'ai quitté le Burundi, le 15 avril, 6.000 Burundais avaient fui le pays en raison de la peur suscitée par la violence politique et les intimidations. Cinq semaines plus tard, ce nombre a atteint 110.000 personnes effrayées", a-t-il précisé. Le Haut-Commissaire s'est par ailleurs dit catastrophé par les récentes tragédies survenues en mer Méditerranée. "A ce jour, plus de 1.800 personnes sont mortes en mer cette année, et 7.000 autres personnes ont été secourues durant les trois premiers jours du mois." Il s'agissait pour la plupart de ressortissants syriens, érythréens et libyens fuyant les conflits dans leurs pays d'origine. Face à cet afflux, le Haut-Commissaire a condamné l'attitude de l'Union européenne pour sa gestion de la crise centrée de manière "disproportionnée" sur la répression à l'encontre des trafiquants, au détriment du respect des droits des migrants.